

LES ALLOBROGES

N°1 - JUIN 2023
JUILLET
AOÛT

DE HAUTE-SAVOIE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE HAUTE-SAVOIE

PARUTION TRIMESTRIELLE

EDITORIAL

**Contre la retraite à 64 ans, et après ?
Quelle issue politique à la mobilisation ?
Comment lier les luttes du mouvement
social à la construction d'une politique
alternative ?**

Nous vivons le plus grand mouvement social depuis 1995. Mais comme en 2010 ou 2016, la majorité des salariés dénoncent, soutiennent les grévistes, mais ne s'engagent pas plus. Pourtant, on ne peut faire reculer le pouvoir avec moins de 10% de grévistes au total... Que nous manque-t-il pour élargir massivement le mouvement ?

On a connu « Sarkozy démission », puis « Hollande démission », et maintenant « Macron démission ». Mais nous ne voulons pas changer la personne, nous voulons changer le pouvoir, la société.. C'est le capitalisme qu'il faut dénoncer ! Quel projet de société voulons-nous ? Qui décide ? C'est le patronat ! C'est lui qui refuse de plus en plus de payer sa part des cotisations sociales. C'est lui qui veut privatiser la SECU au profit des grands groupes d'assurance. C'est pour lui que travaille Macron. Comment le mettre en cause ?

Les communistes proposent d'en finir avec l'échec de l'union de la gauche par en haut, depuis Mitterrand, Jospin. La Nupes, même si elle correspond à une volonté de rassembler la gauche et les écologistes ne répond pas dans ses limites actuelles au large rassemblement nécessaire pour faire face au pouvoir. Il faut un nouveau Front Populaire pour construire sur le terrain une majorité. Il faut construire patiemment l'unité réelle de tous les travailleurs !

Cela fait maintenant des mois que nous luttons contre cette réforme injuste et injustifiée que Macron et les marchés financiers veulent nous im-

poser. Ils veulent nous faire travailler deux ans de plus alors qu'ils inondent d'argent public, sans contrepartie, les entreprises du CAC 40 !

Le peuple de France, les travailleuses et travailleurs, les privés d'emploi, les jeunes et retraités qui rejettent dans leur immense majorité cette ignominie sociale n'ont reçu jusqu'alors que le plus grand mépris de toute la Macronie et de la droite réunies. Et ils ont vu entériner cette régression sociale par le Conseil Constitutionnel composé de femmes et d'hommes tous acquis aux idées libérales. Et Macron, dans une ultime provocation, a promulgué sa loi.



Enfin, dernière attaque antidémocratique du gouvernement, celui-ci a rendu irrecevable la proposition de loi présentée par le groupe LIOT pour abroger la retraite à 64 ans, et empêcher ainsi un vote qui aurait pu lui être défavorable !

LE COMBAT N'EST PAS TERMINÉ !

Poursuivons notre mobilisation pour le retrait et pour l'organisation d'un référendum ! Travaillons d'ores et déjà à un débouché politique qui permette de répondre aux enjeux du combat !

AVEC MACRON LES RETRAITES SONT LÉGÈRES MAIS LES CHARS SONT LOURDS !

Depuis maintenant plusieurs mois Macron et son gouvernement n'ont qu'un argument pour justifier leur réforme des retraites : l'absolue nécessité financière. C'est un argument bien pratique pour couper court à tout débat et pour tenter de cacher (de façon bien illusoire) les raisons idéologiques et politiques qui dictent cette réforme. Mais c'est sans compter sur la finesse tactique du gouvernement ! Juste après avoir fait passer de force sa réforme des retraites en usant de tous les artifices légaux et de la plus grande des répressions, voilà que la Loi de Programmation Militaire (LPM) arrive sur la table de l'Assemblée. Alors qu'il n'y avait plus un centime dans les caisses pour financer les retraites, voilà que les milliards pleuvent... comme les missiles dans les rêves de tous les va-t-en-guerre !

POUR LES RETRAITES, PLUS UN CENTIME DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT...

On nous l'a répété en boucle et en boucle pendant des semaines et des mois. Macron, Borne et Dussopt n'ont pas fait la réforme des retraites de gaieté de cœur, mais par sens des responsabilités. Les caisses sont vides et il faut bien trouver de l'argent pour éviter la fin de notre système par répartition. Il convient d'abord de rappeler que ce postulat de départ est loin d'être partagé car même le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a réalisé plusieurs scénarios aux résultats très incertains. Toujours est-il que même en suivant le gouvernement, le déficit à combler s'élèverait à environ 12Mds€ par an.

Une somme au final assez dérisoire quand on la compare à l'ensemble des ressources affectées au financement de notre système des retraites (346mds soit 3,5% de déficit). Une somme encore plus dérisoire si on la compare aux profits records générés par les grands groupes capitalistes l'année dernière : 20Mds€ pour Total, 23Mds€ pour l'armateur CMA-CGM et 150Mds€ pour les seules entreprises du CAC40 (un niveau jamais égalé). Une somme encore plus ridicule si on la compare aux énormes cadeaux réalisés chaque année par l'Etat aux

entreprises (environ 150Mds€ par an), en grande partie sous la forme de baisse de cotisations sociales qui vident donc les caisses de la sécu.

En somme le gouvernement souhaite faire travailler tout le monde deux ans de plus pour combler un déficit ridicule qu'il a lui-même créé pour satisfaire aux intérêts capitalistes !



...MAIS POUR L'ARMÉE 413MDS D'EUROS TOMBENT DU CIEL !

Depuis quelques jours, changement radical de ton de la part du gouvernement ! Alors qu'il fallait se serrer la ceinture pour les retraites, il n'y a désormais plus aucun problème pour trouver plusieurs centaines de milliards pour l'armée et la guerre.

On en retourne donc au « quoi qu'il en coûte » qui est, comme depuis le départ, à géométrie variable (rien pour les travailleurs, tout pour les intérêts du patronat).

Le projet de Loi de Programmation Militaire (LPM) 2024-2030 est présenté par le gouvernement à l'Assemblée, à travers la voix du ministre Lecornu. Il propose une dépense cumulée de 413Mds€ sur les 7 prochaines années. La dernière LPM (déjà en forte hausse) s'élevait à

295Mds€, soit 40% de plus. Il est ainsi prévu qu'en 2030, la France dépense 69Mds€ par an pour son armée contre 43Mds€ actuellement. On dépensera ainsi plus chaque année pour l'armée que pour toute l'éducation nationale. Nous voyons ici les priorités de ce gouvernement !

Parmi les différents postes de dépense, certains connaissent particulièrement de fortes hausses. On peut par exemple noter les dépenses pour le nucléaire militaire (budget presque doublé), la volonté de construire un nouveau porte-avion de nouvelle génération ou encore d'acheter toujours plus d'avions rafale. Tout cela prouve donc encore la volonté d'intégrer toujours plus la France dans le jeu des tensions internationales causées en grande partie par les Etats-Unis et l'OTAN.

UN BUDGET AU SERVICE D'UNE POLITIQUE IMPÉRIALISTE ET BELLIQUEUSE

On ne peut pas comprendre ces choix budgétaires français sans les remettre dans un contexte international ; celui d'une course à l'armement et d'une exacerbation des tensions impérialistes. Le gouvernement justifie cette LPM par la guerre en Ukraine, mais cette dynamique a été décidée avant. A l'initiative des Etats-Unis, les membres de l'OTAN se sont engagés dès 2018 à porter leurs dépenses militaires à 2% de leur PIB en 2024. Objectif d'ores et déjà dépassé pour la France.

Si Poutine porte la responsabilité de l'invasion militaire en Ukraine, les impérialistes occidentaux (US-UE-OTAN) ont été les initiateurs d'un conflit qu'ils ont largement encouragé depuis 2014. Le choix de la course à l'armement n'aura qu'une seule conséquence ; exacerber encore les tensions faisant craindre les plus grands périls.

C'est aussi un budget qui répond directement aux attentes des grands marchands d'arme (Dassault, Thalès et compagnie). Il nous faut gagner la nationalisation de ces

entreprises pour sortir ce secteur stratégique des mains du patronat et ainsi répondre uniquement aux besoins de défense.

Le combat pour la paix internationale n'est pas un mot d'ordre creux ! Et c'est celui que nous, communistes, décidons de porter, à l'encontre de tous les va-t-en-guerre de droite comme de gauche. Ne nous laissons pas tromper, les armes ne permettent pas d'éviter la guerre. Nous réaffirmons notre volonté de sortir la France de l'OTAN. Notre pays doit travailler, par la voie diplomatique, à un processus de paix en Ukraine (et ailleurs) tout en refusant de s'aligner sur les positions et intérêts belliqueux des Etats-Unis. Dans l'immédiat, une telle perspective doit passer par une opposition de toutes les forces progressistes du pays à la LPM voulue par le gouvernement.

Tous ces milliards doivent au contraire être utilisés pour répondre aux intérêts de la population : retraite, santé, éducation, transport !

DU VÉLODROME A L'ARENA, DE TRÈS NOMBREUSES ZONES D'OMBRE PERSISTENT

HAUTE-SAVOIE

A l'annonce du projet de vélodrome par le président du conseil de Haute-Savoie, les communistes ont pris le temps de réfléchir à la question avant de se positionner pour ou contre le projet. Ils ont pris conseil auprès du milieu sportif et ces contacts ont mis en évidence certains aspects positifs d'un tel équipement ; possibilité pour les cyclistes de tout niveau de se perfectionner, voire tout simplement d'apprendre à faire du vélo.

Aujourd'hui il n'est plus question de cela ! Le projet de vélodrome est devenu le projet de l'Arena : complexe multisport couplé avec une salle de spectacle de 10 000 places. Le président du conseil départemental Mr Saddier lui-même, dans une publication du journal Le Messenger, dit que celui qui parle encore de vélodrome à un gage. Nous sommes donc passés dans une autre situation et il nous faut maintenant entendre les arguments des opposants à ce projet d'Arena.

« Ça va coûter beaucoup d'argent »

Natanaël Giard, opposant, estime qu'il y a tromperie sur l'estimation des coûts : « De 50 millions d'euros d'abord, c'est passé à 70 millions ». Eux estiment que le vélodrome couplé à une Arena coûtera plus : « Probablement de l'ordre de 150 millions, même

si aujourd'hui personne ne peut dire combien exactement ». À cela, ils ajoutent les coûts de maintenance. « Pour rentabiliser une telle salle prévue pour 10 000 personnes il faudrait organiser deux spectacles chaque semaine, toutes les semaines. On est en train d'engager le Département pour des coûts de fonctionnement sur des dizaines d'années ». Le collectif propose d'organiser les épreuves sur piste au vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines.



On ne peut non plus ignorer les besoins en parking estimés à 4000 places ainsi que les encombrements routiers lors des spectacles programmés d'autant que l'on peut les imaginer nombreux dans un souci de rentabiliser l'investissement. En résumé à ce jour il reste beaucoup de zones d'ombre qui suscitent le scepticisme.

BRÈVES PSYCHIATRIE

LA CASSE PROGRAMMÉE MÈNE AU DRAME

Fin mai une infirmière du CHU de Reims a été poignardée mortellement par un patient souffrant de troubles psychiatriques. Depuis ce drame nos dirigeants n'ont plus de mots assez élogieux pour exprimer la solidarité de la nation à ses soignants.

Ce patient, déjà auteur de plusieurs agressions, nécessitait visiblement un suivi approprié et d'être pris en charge en urgence, ce qui apparemment n'a pu être possible. **Ce drame, comme beaucoup d'autres, ne peut être considéré comme un passage à l'acte dû au hasard.**

C'est une conséquence dramatique du délitement programmé de la psychiatrie publique depuis ces 25 dernières années, qui a vu la suppression de dizaines de milliers de lits d'hospitalisation - la moitié des lits - et des moyens humains correspondants. C'est la conséquence des fermetures ou des regroupements de Centres Médico-Psychologiques (CMP) éloignant ainsi les lieux de consultations et de soins et réduisant de manière drastique les effectifs soignants. Ainsi, des milliers de patients se retrouvent sans prise en charge satisfaisante malgré le dévouement sans bornes de soignants épuisés.

Dans le Chablais, le transfert début 2022 des lits d'hospitalisation à l'EPSM de La Roche sur Foron s'inscrit dans cette stratégie de re-concentration des maigres moyens restants. Passant ainsi de 42 lits d'hospitalisation complète sur Thonon avant le transfert à 12 lits actuellement sur La Roche par manque de personnel soignant, alors que notre secteur devrait disposer de plus de 100 lits pour ses 150 000 habitants selon la moyenne nationale... Le drame de Reims, et plus récent celui d'Annecy, montre à quel point il est dramatique de poursuivre la casse de notre système psychiatrique.

LE PCF EN HAUTE-SAVOIE

Le Parti communiste français en Haute-Savoie est organisé en quatre sections.

Section d'Annecy et bassin annécien

- Mail de contact : pcf.annecy@proton.me
- Adresse : PCF Annecy, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy.

Section du Chablais

- Mail de contact : pcfchablais@gmail.com
- Site : lesgibouleesdemarx.blogspot.com
- Adresse : PCF Chablais, 5 boulevard des Trolliettes, 74200 Thonons-les-Bains

Section du Faucigny

- Mail de contact : pcf Faucigny@orange.fr

Section du Genevois

- Mail de contact : pcfannemassegenevois@gmail.com

POUR NOUS CONTACTER

Par mail

contact@pcf74.org

Adresse postale

PCF74, 8 rue Antoine Berthod, 74960
Annecy.

LES ALLOBROGES DE HAUTE-SAVOIE

Journal trimestriel du PCF 74

Directeurs de publication :

Loris Fontana et
Jean-Philippe Robert

Imprimé par nos soins